

NOTE D'INFORMATION

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL RÉAFFIRME L'IMPORTANCE DU DIALOGUE POUR UNE SORTIE DE CRISE

Bangui, le 09 mai 2018 – Le Représentant spécial du Secrétaire général en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Parfait Onanga-Anyanga, a réaffirmé mercredi à Bangui l'importance du dialogue avec les groupes armés en vue d'une solution définitive à la crise en Centrafrique, tout en soulignant que la force constitue un moyen de pression dans cette démarche de dialogue avec ces groupes.

« Certains continuent de croire que la paix est au bout du canon. La stratégie pour réduire la présence et la menace des groupes armés ne prévoit pas que la force. La sortie de crise doit être basée sur le dialogue, appuyé par la force », a dit le Représentant spécial, rappelant à cet effet la main tendue du Chef de l'Etat ainsi que l'initiative de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation, soutenues par la MINUSCA. « Le dialogue permettra d'identifier ceux qui veulent dialoguer. Ceux qui n'en veulent pas, alors nous agirons », a dit le Chef de la MINUSCA, rappelant que la MINUSCA n'a pas hésité à recourir à Force lorsque des groupes ont pris des postures hostiles aux institutions et aux populations.

Au cours de la conférence de presse hebdomadaire, le Représentant spécial s'est exprimé sur les récentes violences à Bangui ainsi que les menaces du Front populaire pour la renaissance de Centrafrique (FPRC), indiquant que la MINUSCA travaille sur les deux fronts avec les autorités centrafricaines. « Bangui nous préoccupe mais nous avons un plan pour la protéger mais aussi pour protéger ailleurs. A ceux qui menacent de descendre sur Bangui, nous leur opposerons la légitimité nationale et internationale ainsi que la force de cette Mission », a indiqué Onanga-Anyanga.

Le Représentant spécial a souligné la collaboration avec les autorités centrafricaines, notamment la formation de 500 policiers et gendarmes et de 600 auxiliaires de police ainsi qu'avec les forces armées (FACA). « Aujourd'hui, nous travaillons ensemble à Paoua et à Obo. Bientôt, nous serons ensemble à Bangassou et à Sibut », a dit Onanga-Anyanga, ajoutant qu'une proposition de déploiement des FACA sera bientôt soumise au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Le Représentant spécial est également revenu sur ceux qui s'en prennent à la MINUSCA", indiquant que la Mission est liée "au sort et à l'avenir" de la Centrafrique. "Il y a une mauvaise compréhension de la MINUSCA. Evitons la thèse du complot. Nous sommes venus soutenir un pays en difficulté et, ensemble avec le Gouvernement, nous continuons à faire ce travail difficile", a-t-il dit. Cependant, le Représentant spécial a tenu à préciser que les appels à la haine contre la MINUSCA, sont désormais monitorés par la résolution 2399 du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée en janvier 2018. Ladite résolution demande au Groupe d'experts sur la République centrafricaine de *"recueillir, en coopération avec la MINUSCA, tout élément attestant d'actes d'incitation à la violence, en particulier à motivation ethnique ou religieuse, qui compromettent la paix, la stabilité ou la sécurité en République centrafricaine et permettant d'identifier les auteurs de tels actes, et en rendre compte au Comité"* des sanctions.

Le Chef de la MINUSCA a par ailleurs invité les médias centrafricains à contribuer aux efforts de paix en Centrafrique, en s'assurant que leurs "articles ne contribuent à empirer la situation".